

Le pouvoir aux travailleurs

24 AOUT 97

N° 48

PRIX: 100 F

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE	PAGES
<u>EDITORIAL:</u>	
- CONFLIT ETHNIQUE: UN DANGER REEL POUR LES PAUVRES	2 - 3
- CONSEIL NATIONAL DE SECURITE: UN NOUVEAU DISPOSITIF DE REPRESSION CONTRE LES PAUVRES	4 - 5
- VRIDI-CANAL: UN DEGUERPISSEMENT QUI EST UNE NOUVELLE PROVOCATION !	5 - 6
- CERIM, "PRIX D'EXCELLENCE 97": TOUT UN SYMBOLE !	7 - 8
- MALI: LES TRAVAILLEURS N'ONT RIEN A ATTENDRE NI DE KONARE NI DES DIRIGEANTS DE L'OPPOSITION	8 - 9
- VAGUE SEPARATISTE SUR LES ILES COMORES	9 - 12

**CONFLIT ETHNIQUE :
UN DANGER REEL POUR LES PAUVRES**

La presse fait état depuis quelque temps de deux conflits ethniques dans deux endroits différents de la Côte d'Ivoire: d'un côté, entre les Abouré et les M'batto, dans la région de Bonoua et d'Alépé et de l'autre, plus récent, entre Guéré et Baoulé, dans la région de Duékoué. Des deux côtés, il y a eu des blessés graves. Et dans le deuxième cas, il y a eu au moins trois morts dont un enfant de 13 ans.

Dans le premier cas, l'affaire a commencé à partir d'un problème de terre. Dans le second, c'est la destruction de quelques plants d'ignames par des porcs que le conflit est parti.

Des conflits de ce type, l'Afrique en a connu beaucoup dans le temps passé. Et le plus souvent, ces conflits se réglent à l'amiable, à un degré ou à un autre. Mais dans tous les cas, ils prenaient rarement la tournure d'une guerre inter-ethnique à cause de quelques plants d'ignames détruits.

Or, on peut constater qu'actuellement ou dans un passé récent, des conflits prenant des tournures inter-ethniques graves, meurtriers, se sont déroulés ou se déroulent dans différents coins de l'Afrique. Il y a plus loin de nous, le conflit entre Tutsis et Hutus au Rwanda et au Burundi. Mais plus proche de nous, il y a les massacres qui se sont déroulés dans le Libéria voisin. Ou encore, en ce moment même, au Congo, les problèmes de leaderships entre Lissouba et Sassou Nguesso, tendent à prendre la tournure d'un conflit inter-ethnique.

Toutes ces guerres fratricides peuvent peut-être sembler à certains travailleurs comme quelque chose de lointain et d'impossible ici en Côte d'Ivoire. Mais c'est une erreur de le penser. Parce que des Sassou Nguesso et des Charles Taylor peuvent surgir à tout moment ici en Côte d'Ivoire. Et, surtout, la base sur laquelle ces gens là pourront recruter pour former leur troupe existe objectivement.

Cette base prend sa source dans la montée de la misère, du chômage, d'un avenir sans lendemain pour des centaines de milliers de pauvres. Tous ces laissés-pour-compte qui sont entassés dans les bidonvilles d'Abidjan, sans ressources, sans travail, sans avenir, et surtout... sans perspectives. Il est

clair que cette frange de la population n'aurait rien à perdre dans une guerre fratricide en Côte d'Ivoire. Et c'est dans cette frange de la population que les Charles Taylor recruteront, s'appuieront pour prétendre au pouvoir ou à une parcelle de pouvoir, pour s'enrichir.

Alors, s'il semble aujourd'hui peu probable que les deux conflits actuels opposant d'un côté les M'Batto et les Abouré, et de l'autre, les Guéré et les Baoulé, prennent une tournure plus dramatique, cela n'en est pas moins un avertissement pour les travailleurs.

Personne n'ignore qu'un conflit de ce type entre Baoulé et Bété, entre Ivoiriens et Ghanéens ou entre Ivoiriens et Burkinabé, pourrait prendre tout de suite une tournure autrement plus dramatique et plus grave. Entre Baoulé et Bété, pour des raisons évidentes liées à l'histoire contemporaine de la Côte d'Ivoire d'une part, mais aussi à l'importance numérique de ces deux ethnies.

Il en serait de même d'un conflit entre Ivoiriens et Burkinabé ou Ivoiriens et Ghanéens, du fait de l'importance de ces communautés en Côte d'Ivoire, mais aussi, du fait que ces populations viennent de pays frontaliers.

Dans tous les cas, que ce soit dans un conflit inter-ethnique ou inter-Etat, le fond du problème est le même pour les travailleurs. C'est que ce sont eux qui feront les frais - dans leur chair- d'un tel conflit.

Voilà pourquoi les travailleurs doivent se méfier comme de la peste des langages xénophobes, racistes, à l'égard d'une autre ethnie ou d'une population originaire d'un autre pays. Et il ne s'agit d'ailleurs pas seulement pour les travailleurs de s'en méfier. Ils doivent le combattre, comme ils doivent combattre tout ce qui divise les pauvres et cultiver tout ce qui les unit.

Les travailleurs ont tout intérêt à se battre pour un programme politique de classe: comment assurer une vie correcte à eux-mêmes et à leurs enfants, comment réorganiser l'économie pour qu'elle ne serve pas exclusivement à accroître les profits d'une de possédants, etc. Ce qui signifie que les travailleurs doivent se battre pour arracher le pouvoir à une bourgeoisie qui conduit la société à la ruine. Et si le prolétariat se bat pour ce programme, qui correspond aux intérêts de tous les prolétaires quelles que soient leurs ethnies, religions ou nationalités, alors les "questions ethniques" se résoudre d'elles-mêmes dans leur quasi totalité.

**CONSEIL NATIONAL DE SECURITE:
UN NOUVEAU DISPOSITIF DE
REPRESSION CONTRE LES PAUVRES**

Le "Conseil National de Sécurité" (ou CNS) que le chef de l'Etat a mis en place le 4 août dernier et qui dépend directement de lui vise, selon son promoteur, à renforcer l'armée pour une plus grande efficacité dans ses "missions de maintien et de rétablissement de l'ordre" en plus de celle de la prétendue "défense de l'intégrité territoriale".

Le quotidien Fraternité-Matin (proche du PDCI) du 5 août voyait dans ce CNS "un solide rempart". Mais pour se protéger de quel ennemi? De l'opposition? Non! Même si celle-ci, notamment le FPI se posait en victime et cherchait à faire croire qu'il s'agissait d'un renforcement des forces de l'ordre dirigé contre elle. C'est ainsi que le quotidien proche du FPI, La Voie, a écrit dans sa livraison du 8 août: "L'opposition significative, instruite et informée de la délinquance électorale qui a prévalu, il y a deux ans, veut prendre les dispositions pour que le scrutin de l'an 2.000 soit sincère. C'est pour passer outre ce désir légitime que le pouvoir se donne les moyens de réprimer".

L'opposition et le PDCI, au fond, s'entendent comme des larrons en foire. Et par de tels propos, le FPI cherche à détourner l'attention de la population sur le fait que c'est elle qui est le véritable ennemi de l'armée.

Il est vrai que des partis d'opposition tels que le FPI et

le RDR jouent les opposants. Et de temps en temps ils peuvent tenir des meetings ou organiser des manifestations pacifiques pour se faire entendre. Mais ce n'est pas cela qui inquiète les riches et leurs représentants politiques au pouvoir. Ces gens-là savent bien que les partis de l'opposition sont eux-mêmes au service des riches, même s'ils ne sont pas pour le moment associés au pouvoir. Mais si demain les riches estiment qu'ils seront plus utiles pour eux au gouvernement que dans l'opposition, ils pourront y être associés, comme cela est, au Sénégal, le cas d'Abdoulaye Wade, le Ggagbo sénégalais.

Non, l'opposition ne menace en rien l'ordre des riches. Et il n'y a pas besoin de renforcer spécialement les forces de l'ordre contre elle. Ce qui fait peur aux riches et au gouvernement à leur service, c'est de se trouver en face d'une explosion sociale qui échappe à leur contrôle.

Un tel risque est toujours possible. Car le chômage, la vie chère, le manque de moyens ne serait-ce que pour manger à sa faim sont le lot quotidien des populations pauvres. Et les riches aggravent sans cesse leurs conditions en multipliant les mesures d'austérité, comme l'a fait récemment le gouvernement en libéralisant les prix, et donc en permettant aux commerçants d'augmenter les prix de produits de première nécessité.

Dans une telle situation sociale, la moindre étincelle peut mettre le feu aux poudres. Et ce qui s'était passé en octobre 1995 avec le "boycott actif", décrété par l'opposition, pouvait nous en donner une petite idée. En effet, au cours de ce boycott actif, ce n'était pas l'opposition officielle en tant que telle, qui s'était affrontée aux forces de l'ordre. Non, c'étaient des jeunes et plus généralement des pauvres des quartiers populaires d'Abidjan et des grandes villes de l'intérieur qui n'ont pas hésité à s'affronter aux forces de l'ordre avec tout ce qui leur tombait sous la main: cailloux, gourdins et même lance-pierres, etc.

Oui, ces jeunes pauvres, à qui la société des riches n'a rien à proposer et qui n'ont aucun avenir, leurs parents au chômage depuis des années et qui cherchent désespérément en vain un emploi, tous les laissés-pour

-compte qui vivent au jour le jour, bref tous les crève-la-faim, tous ceux qui sont exclus de la société, marginalisés et humiliés, ont accumulé une telle haine, une telle rancœur contre les conditions de vie qui leur sont imposées que cela constitue une formidable force de déstabilisation. Et c'est de cette bombe potentielle que les riches et les dirigeants ont peur.

Alors, les riches se disent que l'armée, la police, la gendarmerie et les CRS ne constituent pas encore un "rempart" suffisant. Il faut les renforcer en mettant en place un Conseil National de Sécurité. Mais le jour où les pauvres laisseront exploser leur colère, leurs forces constitueront un torrent impétueux auquel ne résisteront pas toutes les forces de répression réunies des riches. Et ce jour n'est peut pas si loin que les riches le croient!

**VRIDI-CANAL:
UN DEGUERPISSEMENT QUI EST UNE NOUVELLE**

Le 15 août dernier, des bulldozers envoyés par le maire de Port-Bouët étaient à Vridi-Canal pour raser un des ces quartiers pauvres de la commune. La raison est que la mairie voudrait vendre le terrain à un riche pour qu'il y installe une fabrique de chocolat.

Une chocolaterie rapporterait en effet à la mairie plus de retombées financières que les impôts des pauvres. Mais pour avoir cette explication, il a fallu les habitants de Vridi-Canal aillent la chercher eux-mêmes en envoyant leurs

représentants faire le tour des différents ministères. La mairie de Port-Bouët n'a pas voulu se donner la peine de justifier quoi que ce soit. C'est des pauvres que cette municipalité, tout comme les autres représentants des riches, a l'habitude de mépriser. Il suffit de leur dire que leur quartier est un "site provisoire" pour qu'ils dégagent et qu'ils aillent s'installer ailleurs.

Pourtant, selon certains journaux, Vridi-Canal existe depuis 1922! Il y a l'eau,

l'électricité, un dispensaire, une école, etc. Bref un minimum d'infrastructure. Les habitants de ce quartier paient leurs impôts, participent aux élections. Et les autorités municipales ont été élues, en partie grâce aux voix des habitants de Vridi-Canal qu'elles ont sollicitées.

Mais aujourd'hui, ces autorités découvrent brusquement que Vridi-Canal est un "site provisoire"! Les habitants de ce quartier indignés à juste titre par tant de cynisme, se sont mobilisés et ont fait face aux bulldozers. L'un d'entre eux a dit: "Nous sommes plus de 25.000 personnes ici, femmes et enfants compris. Nous sommes prêts à être enterrés vivants ici ce matin plus tôt que de bouger". Devant une telle détermination, le secrétaire général de la mairie, qui était à la tête des bulldozers, était obligé de tenir compte du rapport des forces. Mais avant de repartir, il a tenu des propos menaçants: "Aujourd'hui, je suis seul devant vous. Lundi je viendrai encore avec les machines plus les commandos et on verra ce que vous allez faire".

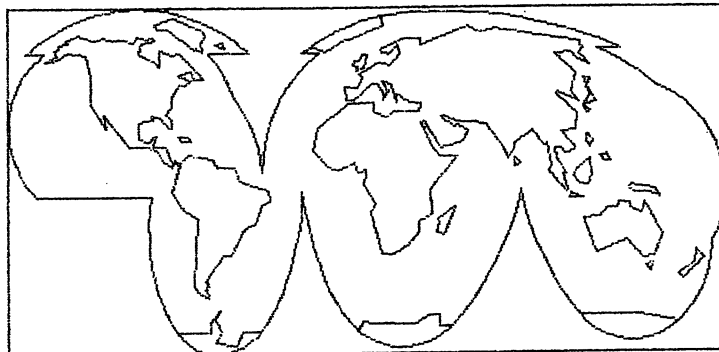
Le lundi 18 août, les

habitants de Vridi-Canal étaient toujours mobilisés et déterminés. Ils ont même organisé une manifestation et déclaré ce jour-là "une journée ville morte". Deux représentants de la mairie qui étaient présents ont failli être lynchés par la foule en colère. Mais ils ont eu le flair de prendre à temps leurs jambes à leur cou. Ce n'était pas en effet le moment de se montrer arrogants!

Ce qu'il y a de révoltant dans cette affaire, c'est que la mairie demande aux habitants de Vridi-Canal de quitter leur quartier où il y a un minimum d'infrastructure pour aller s'installer sur un "terrain vague", comme elle l'aurait fait avec du bétail!

Eh! bien, ça non! Les habitants de Vridi-Canal sont fermes: "Nous ne bougerons pas. Que la mairie nous laisse en paix! Un site définitif avant tout déguerpissement"! C'est quand même la moindre des choses, ne serait-ce que pour que la mairie ne vienne pas leur dire quelques années plus tard: "vous êtes sur un site provisoire"!

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

L E U R S O C I E T E

CERIM, "PRIX D'EXCELLENCE 97" : TOUT UN SYMBOLE!

Le Directeur Général de la société immobilière CERIM (Consortium d'Etude et de Réalisation Immobilière) a reçu des mains de Bédié le prix "d'excellence 97".

Le journal "La voie" du 23 août qui a consacré une pleine page à cette société, dans sa rubrique "économie", s'interroge: "pourquoi CERIM a été choisi pour recevoir le prix excellence 97"? "Parce que CERIM rime avec l'excellence", répond aussitôt ce journal. Ensuite s'ensuit tout une page de publicité sur le savoir-faire de CERIM, sur la "satisfaction du client" et tout le reste. En tout cas, il y a de quoi écoeurer les travailleurs, manoeuvres et ouvriers, qui se tuent chaque jour à la tâche pour le compte de cette entreprise, à des conditions rappelant souvent le temps colonial.

N'est-ce pas cette entreprise que les travailleurs du bâtiment qualifient de "champion de l'insécurité"? Aucun investissement dans la protection et la sécurité des travailleurs n'est fait. Pire encore: quand un travailleur est victime d'accident de travail, ce qui est monnaie courante, vu la rapacité du patron, il est purement et simplement renvoyé chez lui... pour se soigner à ses propres frais, sans aucune indemnité, sans salaire.

Les exemples de ce genre ne manquent pas: Il n'y a pas très longtemps, un manoeuvre a été gravement blessé, nécessitant une évacuation d'urgence vers un centre de soin. Seulement, le coût s'élevait à 200.000F. Le patron a estimé que c'était trop cher. Il a demandé à ce manoeuvre de rentrer chez lui... sans soin.

Les manoeuvres de cette entreprise sont payés à 1000F par jour pour une journée qui dépasse souvent les 8 heures de travail journalier.

Et cela ne suffisant probablement pas à la rapacité de ce patron, les travailleurs sont souvent emmenés à se mettre en grève ou marquer un arrêt de travail pour que le patron daigne leur payer leur salaire. Encore tout récemment, des travailleurs n'avaient pas perçu leur salaire depuis deux mois.

Alors, est-ce que Bédié, en donnant ce prix à cette entreprise, ignorait-il que même le salaire minimum en vigueur n'est pas respecté par ce patron? Ignorait-il que les manoeuvres et les ouvriers ne sont même pas déclarés à la CNPS? Oh! Peu lui importe. Il est bien placé pour savoir que les lois ne sont pas là pour contraindre les riches en quoi que ce soit. Qu'un entrepreneur en bâtiment respecte les lois en

vigueur ou pas, cela ne l'empêche même pas d'être reconnu, honoré, par la plus haute autorité de ce pays, comme on le voit. C'est là tout un symbole dans ce monde de riches.

Mais que Bédié s'ingénie dans ce genre de cinéma est en fait moins choquant pour un travailleur. Après tout, n'est-il pas un riche lui-même?

Par contre, ce qui peut l'être plus pour un travailleur, c'est quand le Journal "La Voie" -FPI- écrit dans ce même numéro: "CERIM qui fait aujourd'hui la fierté des Ivoiriens, est une entreprise de nationaux, d'hommes compétents à

la place qu'il faut".

Voilà un exemple qui peut éclairer les travailleurs quant au camp auquel appartient le FPI. Quand ces gens parlent de "nationaux", il s'agit toujours des riches. Et quand ils parlent d'"intérêt national", il s'agit toujours des intérêts des riches.

Si ce prix d'"excellence 97" permet ne serait-ce qu'à un petit nombre de travailleurs de comprendre que PDCI, FPI et tous leurs semblables sont dans le même camp, celui de la bourgeoisie, ce "prix d'excellence 97" est un bon prix.

MALI:
LES TRAVAILLEURS N'ONT RIEN A ATTENDRE
NI DE KONARE NI DES DIRIGEANTS DE L'OPPOSITION

Les dernières élections présidentielles et législatives qui ont eu lieu le 11 mai et le 20 juillet, ont été boycottées par le "Collectif" de l'opposition dite "radicale" qui regroupe 18 partis politiques. Elles ont été émaillées de manifestations de contestations, d'arrestations de dirigeants de l'opposition, et d'affrontements avec la police. Il y a eu au moins deux morts.

Aujourd'hui, de fait, comme sous le régime de parti unique du dictateur Moussa Traoré, l'ensemble du pouvoir est dans les mains de Konaré et de son

parti, l'ADEMA. Et malgré la répression policière, Konaré ne parvient pas à calmer la contestation des partis de l'opposition qui refusent de reconnaître sa légitimité.

La dernière trouvaille de Konaré pour "décrisper" la situation est celle de proposer un financement par l'Etat à l'ensemble des partis politiques. C'est sûr que lorsqu'il s'agit d'encaisser de l'argent, les dirigeants de l'opposition, vénaux qu'ils sont, ne pourront être que partisans d'une telle "décrispation". La question est

celle de la quantité. Y aura-t-il assez d'argent dans la cagnotte pour satisfaire les appétits des uns et des autres sans compter que ceux qui détiennent actuellement les caisses de l'Etat vont d'abord se servir eux-mêmes avant d'en laisser aux autres ?

La deuxième carotte que Konaré offre à l'ensemble de ses opposants est celle de la dissolution de la nouvelle assemblée nationale dans un an à condition que ceux-ci jouent son jeu en ne contestant pas sa légitimité.

Ce "collectif" de l'opposition est un véritable fourre-tout dans lequel se trouvent les partisans ouverts de l'ancien dictateur Moussa Traoré ainsi que ceux de Modibo Keita. Tous ces gens-là n'ont à la bouche que les mots comme

"démocratie", "peuple", "progrès", "liberté", etc...Mais en réalité ils s'en moquent. Les seules choses qui les intéressent c'est le pouvoir et les privilèges qui vont avec. Pour le moment leur dénominateur commun est leur opposition à Konaré qui monopolise la mangeoire.

En tous les cas, quel que soit le résultat des tractations et des marchandages qui se font dans les coulisses, pour les travailleurs, pour les petits paysans et pour l'ensemble des déshérités du Mali, la situation restera inchangée. Ils continueront à subir la vie chère, les salaires de misère, la corruption et l'incurie de l'Etat. Ils n'ont aucune illusion à se faire sur cette opposition qui n'a de radicale que le nom.

VAGUE SEPARATISTE SUR LES ILES COMORES

Des manifestations séparatistes ont eu lieu début août à Anjouan, une petite île (120 000 h) faisant partie de l'archipel des Comores située dans l'océan indien entre la Tanzanie et Madagascar.

Les Iles Comores (quatre îles) étaient colonie française jusqu'à 1975. Trois d'entre elles forment la RFI (République fédérale islamique), la quatrième, Mayotte, ayant choisi de demeurer dans le giron métropolitain.

La fièvre sécessionniste d'Anjouan a fait tache d'huile

puisque l'île voisine Mohéli est secouée à son tour par des convulsions similaires, bien que d'importance moindre, du moins jusqu'à ce jour.

Mais ce qui est à relever, c'est que les manifestants d'Anjouan ne réclament pas seulement leur séparation politique par rapport au pouvoir central de Moroni (Grande Comore). Ils réclament également le rattachement de leur île à la France. Le drapeau français a été brandi çà et là sur les minarets ainsi que hissé sur la demeure du gouverneur de l'île.

Mais il n'y avait pas que le drapeau français. A Mohéli les manifestants ont brandi à côté du drapeau français, celui jaune et noir de la reine Fatima Djoumbé, la dernière à avoir régné sur l'île avant l'annexion coloniale. Chacune de ces îles étaient dirigée durant des siècles par des sultans rivaux et "batailleurs" qui construisaient leur fortune sur la traite des esclaves et le commerce des épices.

Les colonialistes français se sont appuyés tantôt sur l'un tantôt sur l'autre de ces potentats sanguinaires avant d'instaurer sur l'archipel le travail forcé et l'arbitraire colonial direct non moins féroce.

De nombreuses personnes issues des pays anciennement colonisés sont à juste titre scandalisées de voir qu'après tant d'années d'humiliation sous le colonialisme, des peuples en viennent encore à revendiquer une sorte de retour à ce passé déshonorant.

En réalité, derrière ce sentiment pro-français, il y a le constat que les variantes de nationalisme qui se sont succédé depuis l'indépendance se sont révélées être des impasses sanglantes. Dans ces conditions comment s'étonner que des gens ne finissent pas par lorgner du côté de Mayotte et de son statut privilégié avec les anciens colonialistes?

Aujourd'hui le gouvernement français reste prudent. Il n'est pas impossible que le drapeau français arboré sur les barricades ne soit pas davantage destiné à dissuader Moroni d'intervenir militairement à Anjouan et Mohéli afin de ne pas froisser les susceptibilités parisiennes, plutôt qu'un

sentiment de nostalgie coloniale.

Le chef d'Etat comorien Mohammed Taki se dit lui-même, à l'exemple de ses semblables africains Bongo du Gabon ou Bédié de Côte d'Ivoire deux fervents amis de l'impérialisme français. Par ailleurs l'île de Mayotte restée attachée à la France, et bénéficiant à ce titre de quelques subsides de la métropole, n'est située qu'à une cinquantaine de km d'Anjouan. Contrairement à Anjouan ou Mohéli où les fonctionnaires n'ont pas touché leurs soldes depuis 10 mois, Mayotte avec ses banques et sa monnaie françaises, avec des fonctionnaires et une administration subventionnée par la France fait figure d'Eldorado. En 22 ans d'indépendance, des milliers de Comoriens des îles voisines y affluent par des moyens de fortune au risque de périr en mer pour y trouver du travail. La crise économique frappe en effet de plein fouet les Comores. L'Ilang-Ilang (extraits de fleurs) est de moins en moins utilisé dans la composition des parfums et devient par conséquent difficilement exportable. Quant au clou de girofle et à la vanille, autres cultures d'exportation, leurs cours mondiaux n'ont pas cessé de dégringoler.

Les Comores, tout comme la majorité des pays pauvres, sont pris à la gorge par les banques mondiales et le FMI qui imposent des restrictions draconiennes des budgets afin que priorité soit accordée aux remboursements des dettes internationales.

En plus de la crise liée au fonctionnement de l'économie mondiale et au pillage impérialiste, il y a aussi le

fait que le gouvernement central est complètement corrompu. Les hauts fonctionnaires ont souvent des comptes en banque en France. Ceux d'entre eux qui sont nommés à Anjouan et Mohéli n'hésitent pas à abuser de leur fonction et à se "débrouiller" de plus en plus en prélevant des prébendes sur les populations locales. Cela n'a certainement pas manqué de favoriser la montée des sentiments séparatistes à l'égard du gouvernement fédéral central.

Les nostalgiques des féodaux pré-coloniaux, les forces réactionnaires de tout acabit n'ont pas manqué d'exploiter à leur profit la situation rendue explosive.

Quelle que soit la solution: fédération plus ou moins souple ou séparation île par île voire indépendance totale pour chacune, le système impérialiste mondial ne laisse pas d'autre avenir aux populations des pays pauvres que celui de subir les méfaits de l'exploitation capitaliste qui les enfonce dans la misère de plus en plus grande.

Madagascar est bien plus vaste et possède bien plus des richesses minières et agricoles, cela ne l'empêche pas de basculer d'année en année dans une pauvreté effroyable inconnue jusqu'à nos jours. Aucune des économies des pays pauvres n'est viable en elle-même. Le fossé entre pays riches et Tiers-monde ne cesse de se creuser. Tant que l'économie mondiale restera dominée par le capitalisme malade, avec ses banques et ses places financières qui n'ont d'autre morale que celle que leur dicte le profit immédiat réalisable par les détenteurs de capitaux, les pays pauvres principalement ceux qui souffrent de leur isolement insulaire telles que les Iles comores ne

pourront pas s'en sortir.

Ces régions possèdent cependant bien des atouts: elles constituent une unité de langue et de moeurs avec la Tanzanie et le Kenya voisins. Plusieurs pays de cette région d'Afrique sont peuplés de Swahili et parlent la même langue.

A Madagascar il y a une très importante communauté comorienne, de même qu'aux Comores les populations d'origine malgache/Sakalava sont nombreuses.

Les Iles comores placées entre le continent africain et Madagascar pourraient jouer le rôle de pont indispensable, de facteur de rapprochement et d'échange entre de nombreux peuples.

Les nationalistes bourgeois qui ont pris le relais du colonialisme partout dans les pays pauvres ont délibérément tourné le dos à une telle orientation. Ils ont tous cherché à se tailler un fief, une chasse-gardée dans laquelle les petits bourgeois nationaux pourraient s'enrichir à leur tour en tant qu'intermédiaires intéressés entre l'impérialisme et "leurs" peuples.

Eh! bien, cette politique a fait faillite. La juxtaposition actuelle des Etats séparés par l'océan et les frontières, incapables de se survivre autrement que par la subordination par rapport à l'impérialisme pourrait laisser la place à une entité bien plus grande, à une économie bénéficiant de ressources plus vastes, plus complémentaires que celles des Etats pris séparément.

Mais pour cela il faut une

politique révolutionnaire internationaliste s'appuyant sur les aspirations des travailleurs des villes et des campagnes. Aux Comores comme ailleurs, si la société était dirigée par les travailleurs, cherchant à organiser même la faible économie qui existe en fonction des intérêts de la majorité laborieuse, bien des choses seraient possibles. Et il y aurait encore plus de possibilités dans des entités plus vastes. Mais les Comores ont beau être petites par leur

surface et leur population, elles pourraient donner un exemple formidable et ce qu'elles feraient, serait plus convainquant que tous les discours et tous les écrits pour entraîner les régions voisines. En tous les cas, c'est une perspective autrement plus exaltante que brandir le drapeau d'une ex-puissance coloniale infâme, ce drapeau sous lequel on a massacré, pillé, et au nom duquel les gouvernements français continuent à soutenir les dictateurs locaux.

* * * * *
 * * * * *
 * * * * *
 * *
 *

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accomodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.